

# front rouge

organe central  
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 138

9 JANVIER 1975 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 - 75864 PARIS CEDEX 18

2,00 F

# FAISONS DE 1975 UNE GRANDE ANNEE DE LUTTES REVOLU- TIONNAIRES

lievin : 42 morts  
**capital  
assassin !** *p 4.5*



● *INDEPENDANCE  
NATIONALE  
POUR LA GUYANE !*

*p 7*

● *EN AVANT  
VERS LA CREATION  
DE LA JEUNESSE  
COMMUNISTE  
REVOLUTIONNAIRE !*

*p 6.7*

# FAISONS DE 1975 UNE GRANDE ANNEE DE LUTTES REVOLUTIONNAIRES

L'année 1974 qui vient de s'achever, a largement confirmé à l'échelle mondiale comme à celle de la métropole, l'aiguinement des contradictions de classe, le développement des grands mouvements qui se dessinent depuis les années 70, et laisse prévoir pour 1975 qui s'ouvre, de vastes affrontements de classe dans notre pays. C'est pourquoi les vœux de nouvelle année que nous présentons à nos lecteurs, nous les plaçons sous le signe de la lutte, sous le signe des offensives que le prolétariat et les classes opprimées de France mèneront contre la bourgeoisie, sous le signe des aspirations révolutionnaires des masses, importantes en 1974, qu'il s'agira de renforcer, concrétiser, matérialiser avec notre Parti en 1975.



Les deux superpuissances, l'impérialisme américain ainsi que le social impérialisme soviétique, ont confirmé tout au long de 1974 leur volonté hégémonique d'assurer leur domination sur toutes les régions du monde. Elles tentent sans cesse de remettre en cause chacune à leur profit l'équilibre fragile basé sur l'actuel partage du monde. En Europe, au Moyen-Orient et partout ailleurs, on peut discerner les complots d'une ou des deux superpuissances pour étendre leur influence, plier les pays concernés à leur volonté, empêcher l'autre d'y prendre pied ou de s'y développer. En même temps, impérialisme américain et social-impérialisme soviétique s'entendent entre eux pour combattre tout ce qui pourrait mettre en cause leur volonté hégémonique, concluant des accords de coopération, tentant de réglementer les rapports internationaux par une série de mesures à leur profit, comme les négociations sur le soi-disant désarmement!

En même temps dans le tiers monde, d'importantes modifications sont intervenues. D'une part les peuples qui ont pris les armes et mènent la guerre populaire pour chasser l'impérialisme, le colonialisme de leur pays ont enregistré des succès importants: dans les anciennes colonies portugaises d'Afrique; en Indochine où les points d'appui de l'impérialisme US deviennent de plus en plus faibles, son fantôme vietnamien Thieu enregistrant de cuisants échecs dans ses tentatives d'empiètement des zones libérées et son refus d'appliquer les accords de Paris de février 1973; Au Moyen-Orient où le peuple palestinien qui mène la guerre populaire en territoire occupé multiplie les actions contre les occupants sionistes, et les larges actions de masse comme les manifestations en Cisjordanie lors de l'admission de l'OLP à l'ONU, où l'OLP enregistra d'importants succès diplomatiques. D'autre part, les pays dominés qui depuis des décennies subissent le pillage de l'impérialisme, commencent à s'organiser, à s'unir et à exiger avec succès la restitution de leurs richesses nationales et la réévaluation de leur prix. Ce mouvement particulièrement évident pour les pays producteurs de pétrole, s'étend à d'autres pays, à d'autres matières premières. La nationalisation pour la Mauritanie de la Miferma, société à dominante de capitaux français, qui pillait le minerai de fer de ce pays pour approvisionner Fos, Usinor... en est un exemple.

Face à ces deux mouvements, l'impérialisme français, impérialisme secondaire, apparaît de moins en moins capable de maîtriser les événements, de conduire une politique assurée à long ou même à moyen terme, capable de tenir, dans le concert des puissances impérialistes, la place à laquelle il prétendait du temps du gaullisme.

Par exemple la rencontre de Giscard-Ford a clairement démontré que l'impérialisme français avait en fin de compte, accepté de composer avec les positions US en matière d'énergie; renonçant à sa velleité initiale de négocier directement avec les pays producteurs de pétrole; l'impérialisme français a finalement accepté de se concerter au préalable avec l'agence de l'énergie des 12, mise sur pied et contrôlée par l'impérialisme US. Par exemple encore dans la succession de visites des représentants du gouvernement chez les pays producteurs de pétrole, Algérie, Irak, Iran..., l'impérialisme français n'apparaît nullement

comme étant en train de nouer des contacts politiques en vue de remplir un projet politique plus vaste; tout au plus ses représentants apparaissent-ils comme de bons voyageurs de commerce pour les trusts français, capables de décrocher des contrats... entre les visites d'autres représentants japonais ou allemands...

Cette situation d'affaiblissement de l'impérialisme français, aggravée entre autre par l'essor des luttes dans les dernières colonies comme on a pu le constater avec les importantes manifestations lors de la venue de Giscard en Guadeloupe et en Martinique, ou lors de la visite de Stirn en Guyane, rejait directement sur les rapports de la bourgeoisie

avec les masses dans notre pays. Les importantes luttes menées par la classe ouvrière cette année, leur contenu, témoignent de l'aiguinement de ces rapports. 1974 c'est d'abord l'année de la conclusion victorieuse de lutte de Lip, lutte exemplaire qui montrait à tous les travailleurs menacés par la perte de leur emploi, qu'il était possible de mettre en échec des licenciements, que le mot d'ordre des révisionnistes «pas de licenciement... sans reclassement» était un mot d'ordre défaitiste qu'il fallait combattre. Aujourd'hui ceux qui comme Messmer criaient «Lip, c'est fini», ou comme Seguy-Krasucki affirmaient que les accords Giraud étaient mieux que les accords de Dôle, ont bonne mine alors que tous les travailleurs viennent d'obtenir la garantie d'être réintégrés. Mais Lip était exemplaire, caractéristique de luttes de cette année pas seulement pour cela. A travers la prise en mains de la lutte par de très nombreux travailleurs de l'usine, à travers la mise en pratique d'un syndicalisme rompant avec le réformisme et le révisionnisme, la lutte de Lip a montré concrètement les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière au socialisme, leur développement. De nombreuses discussions à Palente, à la «Maison pour tous» sur l'expérience de faire tourner son usine sans patron, sur les affrontements violents avec la police, sur le rôle des organisations de gauche ont permis de mesurer ces aspirations, et ont montré que la lutte des Lip n'était pas porteuse des seules revendications des travailleurs.

Ces caractéristiques nouvelles on les a toujours retrouvées, de manière plus ou moins affirmée, dans les grandes luttes qui se sont déroulées l'année passée à Saviem, à Moulinex, à Usinor, aux PTT... Partout dans les revendications avancées, dans les formes de lutte choisies on a vu les ouvriers faire preuve d'initiatives nouvelles et de grandes capacités pour empêcher les révisionnistes de manipuler la conduite de la lutte, d'y imposer leur point de vue, c'est à dire le point de vue du programme commun, le point de vue d'un programme bourgeois. A Uninor Dunkerque par exemple on a vu, concernant la question de la sécurité, question plus actuelle que jamais avec les 42 mineurs de Liévin assassinés par le capital, les hauts fonctionnaires refuser avec fermeté de monnayer leur vie contre une prime de sécurité comme le leur demandaient les délégués révisionnistes de la CGT. Le débat sur la question de la sécurité qui s'est déroulé chez les travailleurs à cette occasion outre qu'il rejetait les explications capitalistes pour justifier l'absence de sécurité, a aussi largement porté sur les moyens que les travailleurs devraient mettre en œuvre pour assurer la sécurité, comment ils seraient capables de faire travailler les ingénieurs sous leur direction pour construire des machines diminuant les opérations dangereuses aux Hauts Fournaux.... De tels débats sur le socialisme à construire, les moyens d'y parvenir... ont aussi eu lieu entre les postiers, dans différents centres lors de leur longue grève de la fin de l'année, ce qui prouve que ces couches d'employés très proche par leurs conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, aspirent elles aussi au socialisme, et sont des proches alliées pour la révolution. En 1974, c'est aussi l'année de mouvements paysans importants. Plusieurs signes montrent là aussi que ces mouvements diffèrent par certains points, des mouvements des années précédentes, non seulement par leur durée et

leur ampleur. Par exemple le fait qu'aujourd'hui les organisations syndicales agricoles dirigées par des gens clairement vendus à la bourgeoisie, comme la FNSEA, ne puissent plus comme à leur habitude déguiser le ministre qui va négocier à Bruxelles, en délégué des paysans français devant le marché commun, montre l'effondrement d'un des thèmes préférés de la politique de la bourgeoisie à la campagne. Effondrement aussi du vieux mythe de l'unité d'intérêts des paysans, du gros capitaliste agraire au paysan pauvre qui ne peut survivre avec ses revenus de la terre: dans les manifestations paysannes de cette année, de nombreux petits paysans affirmèrent leur volonté de s'unir avec la classe ouvrière, de faire converger leur luttes. Les déléguations de paysans aux portes d'usines en grève se multiplient; elles viennent vendre leurs produits en dessous des prix commerciaux, pour soutenir la grève et montrer qui s'enrichit sur le dos des travailleurs et des petits producteurs de la campagne.

Face à cela en 1975, que propose la bourgeoisie, quelles perspectives les différentes forces politiques bourgeoises sont-elles capables d'offrir pour dévoyer les aspirations du mouvement des masses qui se développent? La majorité présidentielle qui s'est modifiée dans le cours de l'année 1974 avec l'entrée des réformateurs dans le gouvernement, au terme de l'élection de Giscard d'Estaing, représente imparfaitement du fait du poids de l'UDR, les nouvelles orientations que Giscard entend donner à la politique étrangère de l'impérialisme français, entre autre par rapport à l'impérialisme US. De ce fait, secouée par des contradictions internes très visibles elle a du mal, et pour cause, à donner aux masses une impression de stabilité politique, d'autant plus que le personnel politique recruté par Giscard est identifié assez clairement par les masses comme des représentants directs du capital: là il n'y a plus de possibilité comme du temps du gaullisme, de confusion dans les masses avec le passé de résistant, vrai ou emprunté, de certains personnages gaullistes.

Incapable de mettre en avant un projet politique d'ensemble cohérent, même à moyen terme, le nouveau chef de file de l'impérialisme français en est réduit à une série d'expédients, preuve évidente des difficultés de la bourgeoisie à gouverner comme avant, à régler comme avant ses rapports avec les masses populaires et en premier lieu avec le prolétariat.

Le néolibéralisme de Giscard, huit mois après son élection, s'essouffle vite et pèse peu quand les travailleurs mesurent de quoi il s'agit; quelques reculs limités et très partiels sur la question des femmes, de la jeunesse... une série de mascarades démagogiques dérisoires, comme le petit déjeuner des 4 éboueurs, où le réveil avec les vieux de l'hospice d'Ivry. Quand on en est à s'afficher comme cela c'est vraiment qu'on a pas grand chose à proposer! A côté de ce volet bien mince qui illustre le «changement», un autre volet de la campagne du gouvernement porte sur la crise. En développant le modèle de crise, la volonté du gouvernement est simple: accréditer l'idée d'une catastrophe grave qui guetterait notre économie et qu'il faudrait conjurer. Les raisons de cette catastrophe: uniquement des causes externes, les pays arabes, l'inflation qui nous vient de l'étranger... Les moyens de conjurer cette catastrophe: l'union nationale des exploités et des exploités, la renonciation par les travailleurs de toutes leurs revendications et des luttes pour les faire aboutir.

L'intérêt de ce schéma réactionnaire est simple: en présentant la crise comme venue de l'extérieur la bourgeoisie croit éviter que les travailleurs ne s'interrogent sur les origines réelles de cette crise, sur la faillite criante du système capitaliste; en présentant les difficultés comme pour l'essentiel économiques, la bourgeoisie cherche à masquer que ces difficultés sont bien plus graves encore, qu'il s'agit d'une crise politique; en tentant de donner l'illusion aux travailleurs qu'en travaillant plus, en ne demandant pas d'augmentations de salaire, la crise peut être conjurée, la bourgeoisie veut non seulement surexploiter les travailleurs en limitant les grèves, mais aussi elle veut éviter qu'ils s'interrogent sur le fond de cette crise et les moyens d'en sortir. Masquer la faiblesse de son pouvoir, dissuader les travailleurs de s'engager, comme il y aspirent, sur le chemin de la révolution, voilà la raison de la politique de crise de la bourgeoisie.

Les états majors de la gauche sont eux aussi bien en peine pour offrir aux masses des perspectives qui répondent à leur attente. Le programme commun est bien incapable de susciter l'enthousiasme des travailleurs alors qu'ils constatent dans les luttes qu'ils engagent

par les revendications qu'ils déposent les nombreuses contradictions entre ce programme et ce qu'il demandent. Giscard en puisant dans le programme commun pour alimenter son néo-libéralisme, a d'autant réduit la portée de ce programme, les masses faisant avant l'heure, l'expérience décevante de ce qu'il contient.

La difficulté des révisionnistes à imposer leur point de vue, particulièrement flagrante dans les dernières luttes des postiers et les puissantes mobilisations du 19 Novembre, cette difficulté est aussi confirmée par le déclenchement de la querelle PS-P.C.F. à l'initiative des révisionnistes. Tout comme le débat qui a eu lieu lors du 21<sup>e</sup> Congrès du P.C.F., cette querelle confirme que la ligne de large alliance avec les gaullistes, les PME, etc... impulsée en force par la direction révisionniste au lendemain de la défaite de Mitterrand, rencontre des résistances non seulement dans les masses, mais y compris dans le P.C.F. lui-même.

Des militants et des sympathisants de ce parti, persuadés que le P.C.F. voulait encore le socialisme, découvraient subitement qu'il n'en était rien. Mais du coup, les tentatives du P.C.F. de durcir en paroles sa position en attaquant le PS rend peu crédible l'union de la gauche aux travailleurs qui constatent sa fragilité, son refus de mener un combat résolu contre la politique de crise de la bourgeoisie et en viennent à s'interroger sur la nature même des changements qu'elle propose.

Ce sont tous ces éléments qui sont constitutifs de la crise politique vécue par l'impérialisme français. Ce sont ces éléments qui nous conduisent à dire que nous sommes à la veille d'affrontements importants avec la bourgeoisie, affrontements qui ne seront pas seulement revendicatifs, mais porteurs de toutes les aspirations au socialisme qui animent les masses aujourd'hui. Des affrontements qui seront



différents des grands affrontements précédents que nous avons pu connaître, comme celui de Mai 68 par exemple. La situation de crise politique, les brèches importantes qui existent dans l'influence du révisionnisme donneront à ces luttes une portée nouvelle, ouvriront la possibilité que massivement la classe ouvrière et ses alliés fassent l'expérience du révisionnisme et du réformisme. Ce sont ces luttes qu'il faut préparer aujourd'hui.

Les préparer cela veut dire forger le Parti de type nouveau qui sera capable de guider les masses dans un tel mouvement, capable de les aider à faire leurs expériences, capable de s'assimiler tout ce qu'il y a de nouveau qui naît et se développe dans le mouvement des masses, capable de concentrer dans une force irrésistible les aspirations à la révolution et au socialisme qui existent dans les masses. Forger ce Parti c'est l'affaire de tout travailleur conscient, prêt à œuvrer pour la révolution. Des milliers et des milliers de travailleurs aujourd'hui, écœurés par l'expérience du révisionnisme et du réformisme qu'ils ont vécu dans les luttes dans les entreprises, cherchent aujourd'hui le chemin de la révolution. C'est avec vous camarades, que doit se forger le Parti de type nouveau, capable de lier dans l'action les perspectives claires de la révolution avec les mouvements qu'engagent les masses.

TRAVAILLEUR REJOINS TON PARTI,  
REJOINS LE P.C.R.  
FAISONS DE 75 UNE GRANDE ANNEE D'  
LUTTES REVOLUTIONNAIRES.

Marc ANDRE

# la fraternité de giscard une sinistre farce !

- Le 12 novembre, les éboueurs de Paris se mettent en grève, ils réclament 1700 F minimum, 200 F d'augmentation pour tous et la création de 600 postes supplémentaires. Pour toute réponse, le gouvernement envoie l'armée ramasser les ordures afin de briser la grève et ce n'est qu'au bout de 10 jours qu'une partie de ce qu'ils réclament est accordé aux éboueurs.

- Le 24 décembre, à 6h30, Giscard invite 4 éboueurs qui ramassaient les ordures de l'Élysée, à prendre le petit déjeuner avec lui, et après leur avoir demandé leur avis sur la décoration du salon eux qui pour la plupart doivent vivre entassés dans des garnis, il remet à chacun une dinde et une bouteille de champagne. IL a fallu toute la persuasion des quatre éboueurs réunis pour dissuader Giscard de poursuivre avec eux le ramassage des ordures.

Le même jour, le Conseil de Paris refuse d'accorder aux éboueurs la semaine de 5 jours avec deux jours de repos consécutifs. Ceux-ci se consolent en pensant au cadeau de Noël de leurs 4 camarades et en espérant qu'un jour peut-être, eux aussi partageront le petit-déjeuner du président.

- Pendant 6 semaines, les postiers font grève pour obtenir le salaire minimum à 1700 F, 200 F d'augmentation pour tous, l'accroissement des effectifs... Lelong les traite d'idiots, Giscard feint d'ignorer leur lutte et ils doivent reprendre le travail sans rien n'avoir obtenu.

- Le 31 décembre, à l'occasion de ses vœux télévisés, Giscard promet de s'intéresser aux conditions de travail de «certaines catégories de travailleurs dont nous avons vu les difficultés, comme dans les PTT». Déjà, le 24 décembre, le gouvernement avait fait un «geste»: les retenues sur les salaires pour fait de grève seront diminuées du montant correspondant aux dimanches et jours fériés de la période de grève. C'est un bon début, il ne reste plus qu'à rembourser les autres journées de grève, accorder les 1700 F,

les 200 F d'augmentation et à accroître les effectifs et à titulariser les auxiliaires.

- En novembre, à la suite des postiers, les hospitaliers se mettent en grève sur les mêmes revendications. A cette grève le gouvernement ne répond que par des calomnies et quelques miettes dérisoires.

- Le 10 Janvier, le président de la République et Madame se rendent à l'hospice d'Ivry et déjeunent avec les pensionnaires afin de «marquer la fraternité que la France doit manifester à votre égard», et promet au personnel qu'il s'occupera de ses conditions de travail.

Cependant, rien n'est changé pour l'instant, à l'hôpital d'Ivry comme ailleurs; et par manque de personnel, certains vieillards doivent sauter des repas.

Le minimum vieillesse n'est actuellement que de 18,60 F par jour et ne sera porté à 20 F qu'au mois de mai 75.

En attendant, tous les vieux de France auront certainement une pensée émue pour ce «Président-Père-Noël-de-tous-les-français» qui a distrait quelques heures de son précieux temps pour leur témoigner sa «fraternité».

- Le 16 octobre, le gouvernement envoie la brigade anti-gang expulser à coups de matraque les mineurs de Faulquemont du siège de la direction du bassin qu'ils occupaient pour empêcher la fermeture du puits de Faulquemont.

- Le 31 décembre, Chirac assiste aux obsèques des victimes de la fosse 3 de Lens, en compagnie de D'Ornano et promet que toute la lumière sera faite sur les causes de la «catastrophe». Giscard envoie ses condoléances aux familles des victimes avec un chèque de 100.000 F en son nom personnel: d'affligeante, la mise en scène devient odieuse.

Et ce n'est pas fini, Giscard promet qu'il ira «dîner périodiquement dans des familles françaises de toutes conditions» une fois chaque mois.



Parce qu'il n'a aucun projet politique capable d'entraîner le soutien d'une partie importante des masses, et qu'à leurs yeux il incarne de plus en plus clairement la classe capitaliste, Giscard a recours à de mauvais gadgets publicitaires. Ceci est un aspect de la crise politique qui secoue l'impérialisme français, obligé à de telles mises en scène pour donner l'illusion du changement, pour tenter de réaliser la fameuse «Union Nationale», union des exploités et des exploités qu'il propose toujours.

Au lieu de masquer la nature réactionnaire de sa politique, les tours de camelot de Giscard ne font que révéler son mépris des masses. Ce ne sont pas ces piètres exhibitions, malgré l'orchestration qui les accompagne qui empêcheront en 1975 la montée des luttes.

Serge LIVET.

## PTT: VERS DE NOUVELLES ACTIONS

Lelong essaie de faire croire que la situation dans les postes s'améliore de jour en jour (pour le courrier), tandis que Giscard, après avoir accordé comme cadeau aux postiers que leurs dimanches de grève seraient payés, leur promet de s'occuper d'eux en 75. En fait, la fin de la grève n'a pas marqué une baisse de combativité des postiers et l'augmentation des cadences. Ainsi, au centre de tri de la gare à Dijon, où au lieu de 500 lettres imposées par 1/4 d'heure, ils en font 500 par heure. Quant au «cadeau» de Giscard, certains postiers du centre PLM n'en ont pas vu la couleur, l'administration leur a retenu le montant de l'allocation-logement versé par erreur pendant quelques mois, ils se retrouvent avec sur le bulletin de salaire: net à payer 0 F. Pour désamorcer la combativité des postiers, la direction menace de prendre des sanctions contre ceux qui refusent de faire du supplément. Malgré ces menaces, dans plusieurs centres, des mouvements de grève limités se dessinent: ainsi à Avignon où un préavis de grève a été déposé au centre de tri pour le 7 jusqu'au 11 janvier contre les nouvelles conditions de travail imposées, à Bastia également pour une journée et dans plusieurs autres centres. A Paris 19 également, les facteurs ont refusé de faire du tri supplémentaire (voir correspondance).

Ceci montre que les postiers sont toujours décidés à poursuivre la lutte pour obtenir leurs revendications, et il est probable qu'on entende à nouveau parler de mouvements de luttes dans les postes prochainement. Nous ferons le point la semaine prochaine sur la situation dans les PTT un mois après la fin de la grève.

## PARIS 19ème: MENACES DE SANCTIONS CONTRE LES POSTIERS !

L'administration des PTT menace de pénaliser d'un jour de salaire 70 facteurs du bureau de poste du 19e arrdt: jeudi, la direction du bureau décidait la suppression de la tournée de l'après-midi, et affectait les facteurs au tri, sous prétexte de retard dans le tri du courrier. Les facteurs ont refusé et ont fait leur tournée: en effet, cette mesure de la direction, qui est une preuve de plus du manque de personnel dans les PTT, visait à leur faire effectuer un double travail: s'ils avaient fait le tri, le lendemain, ils auraient fait la tournée avec un double chargement! Vendredi, même attitude de la direction, même refus des facteurs! A Paris 19, la combativité des facteurs est grande: samedi matin, après une prise de parole à 6h15 où tous les facteurs étaient présents, et où ils ont affirmé leur volonté de résister à la direction et à Lelong, ils ont pris le travail en scandant: «Nous voulons, nous aurons satisfaction!».

Correspondant 19e

## DE NOS CORRESPONDANTS ...

### manubat

Il y a deux mois, la direction licencierait 85 ouvriers. La jeune section CFDT avait commencé à mobiliser les ouvriers par des AG régulières dans l'usine, appelant à refuser les reclassements, en expliquant la nature réelle des licenciements et fermetures sur le département: restructuration capitaliste et plus particulièrement faire de Dijon une ville morte. A l'époque, les révisionnistes dans la CGT avaient refusé toute unité d'action, aidant même la direction à licencier le délégué CFDT en affirmant: «Jamais nous ne bougerons le petit doigt pour lui».

Aujourd'hui, la boîte va fermer, et 250 ouvriers après les 85 vont être licenciés. Ceux qui auparavant n'avaient rien fait, démobilisaient les ouvriers en divisant ceux qui étaient licenciés et les autres, en faisant planer des doutes sur la fermeture de l'usine, continuant leur travail de sape. A l'initiative de la CFDT, une journée «Portes ouvertes» a été organisée. La CGT s'y est associée, pour mieux la transformer en une journée «enterrement». Vendredi après-midi, pour les «personnalités», et le samedi matin (7 décembre) pour la population. Le service d'ordre CGT s'est opposé à toute tentative des visiteurs qui désiraient aller librement dans les ateliers pour discuter avec les ouvriers. Il fallait passer par la visite commentée... par les cadres! Dans la salle d'accueil, les panneaux ne dénoncent pas les «chantiers de la Loire», n'appellent pas à refuser leur plan de restructuration, et les 400 licenciements (150 dans une autre filiale), ni à soutenir la lutte. Ce qu'on voit, ce sont des panneaux publicitaires sur les grues fabriquées à Manubat, vantant leur qualité par rapport à Potain, Richier et Cie... Toutes les visites commentées reviennent à cela: «La boîte ne doit pas fermer parce que nos grues sont les meilleures et qu'il faut les défendre sur le marché mondial». Bref, on appelle les travailleurs à défendre l'impérialisme français dans le domaine de la métallurgie! Une journée comme celle-là n'est pas faite pour que les

ouvriers donnent des explications, appellent la population au soutien. Pas même un tract! Un certain nombre d'OS, écœurés, ont même refusé de venir. La pétition préparée par les directions syndicales a été réservée aux huiles locales, elles ont refusé de la faire signer par la population. En limitant à une demi-journée, un samedi-matin, elles ont de fait limité le nombre de «visiteurs». Beaucoup d'ouvriers de Manubat se rendent compte du fait que les révisionnistes de la CGT se sont acquittés de cette tâche pour pouvoir dire qu'ils avaient fait quelque chose. Aujourd'hui, les ouvriers doivent pouvoir tirer les leçons de cette journée. Si nous voulons vaincre, il nous faut balayer réformistes et révisionnistes de notre chemin. Le Parti intervient en dénonçant clairement les perspectives réformistes qui se cachent derrière ces trahisons de la lutte immédiate.

Pas un seul licenciement!  
Non à la fermeture!  
Démasquons les saboteurs de la lutte!  
correspondant Manubat.

### manuest

Les 340 travailleurs occupent toujours leur usine depuis maintenant plus de 2 mois. Leur détermination est toujours aussi élevée, bien qu'aucune solution n'ait été trouvée. Ils ont franchi un pas de plus dans «l'illégalité». La vente des meubles, conçus et produits par les ouvriers, a démontré leur détermination à populariser leur lutte. La paie des frais de déplacement est effectuée avec l'argent de la vente. Dans l'usine où la moitié des travailleurs sont Portugais, l'unité français-immigrés est la clé du succès de la lutte. Les travailleurs portugais ont organisé la projection du film «25 avril» dans l'usine pour expliquer la lutte du peuple portugais contre le fascisme.

Préparant son opération publicitaire pour le Congrès du PS à Pau, avec les meubles de Manuest, Chevènement est venu à Chatenois. Sa seule proposition aux travailleurs de Manuest

qui se battent pour le maintien de l'emploi sur place depuis deux mois a été de dire: «Il est inadmissible qu'on vous licencie sans vous offrir une solution de remplacement».

Il n'a même pas daigné assister à la projection organisée par les travailleurs portugais. Cette attitude chauvine a montré aux travailleurs portugais ce que vaut le «soutien» du Parti Socialiste.

Unité Français-Immigrés!  
Pas un seul licenciement!  
Manuest vaincra!

Correspondant Nancy.

### bretoncelles

A Bretoncelles, dans l'Orne, les ouvriers de l'entreprise Piron, refusent de faire les frais des difficultés de la direction.

En 1974, le patron avait déjà du revenir sur sa décision de licencier 26 travailleurs, face à la riposte de la section syndicale CFDT. Au mois de décembre, le patron ramène les horaires à 40 h, sans compensation, et fin décembre, de nombreux ouvriers n'ont toujours pas touché leur salaire de novembre. Le 12 décembre, par mesure d'économie, la direction supprime le chauffage, spontanément, les travailleurs refusent de travailler dans ces conditions, puis ils occupent le bureau du patron pour exiger qu'il prenne des engagements sur l'avenir de l'entreprise. Comme le patron refuse de donner des explications, annonce qu'il va déposer son bilan, et commence à déménager des machines, le comité de lutte comprenant syndiqués et non-syndiqués décide d'expulser le patron de l'usine.

Pour se justifier, Piron parle de difficultés économiques, mais comme le dit justement un tract CFDT:

«Ni à Bretoncelles, ni ailleurs, nous ne ferons les frais d'une crise dont nous ne sommes pas responsables. Nous voulons la garantie de l'emploi et des avantages acquis...»

Suite au «licenciement» du patron, les

travailleurs se sont organisés pour poursuivre la lutte et empêcher la liquidation de l'entreprise; ils ont élu 4 travailleurs pour assurer le contrôle financier de l'entreprise: 2 ouvriers, un employé, un cadre.

«Ces camarades effectueront la tâche assignée en supplément de leur poste de travail, sans aucune rétribution particulière ou avantage et seront immédiatement révocables par l'ensemble des travailleurs».

Il ne s'agit donc pas d'une direction de remplacement, mais d'un contrôle des travailleurs sur les comptes du patron.

La lutte continue jusqu'à la satisfaction des revendications.

Paiement des salaires!  
Pas un seul licenciement!

Correspondant Mortagne

### hollenstein

A Hollenstein prototype, entreprise de 47 personnes (21 techniciens, 7 coursiers, 5 administratifs, 14 cadres) le patron décide de licencier 11 personnes. Sur les 21 techniciens (personnel hautement qualifié, salaire de 2500 F minimum) 19 décident immédiatement de s'opposer aux licenciements qu'ils prévoient depuis plusieurs mois, d'élire un comité de grève regroupant syndiqués CGT et non syndiqués, des formes d'action suivantes: grève illimitée, occupation des locaux, reprise du mot d'ordre des Lip: on travaille, on vend, on se paie. La fédération CGT du livre a refusé son soutien à la lutte, en désaccord avec les formes d'action employées. Elle a repris la position du patron: il vaut mieux des licenciements plutôt que la boîte ferme.

Un comité de soutien, auquel le Parti a participé, s'est formé pour populariser la lutte. Après 1 mois de grève, les techniciens ont obtenu la réintégration de leurs camarades.

REFUSONS TOUT LICENCIEMENT.

Corr.



# EN AVANT VERS UNE UNION COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

A la suite de l'article paru dans Front Rouge n° 133 («En avant vers la création de l'UNION COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE») de nombreux lecteurs nous ont écrit pour demander des informations supplémentaires sur les cercles jeunesse du P.C.R., leur activité, leur fonctionnement. Nous publions ici l'interview d'un jeune ouvrier responsable au niveau national de ces cercles.

## «1975 sera l'année de l'Union Communiste Révolutionnaire de la Jeunesse»

### nous déclare un responsable des cercles jeunesse

FR: Le 10 stage national des cercles jeunesse vient de se terminer. Quelles conclusions peux-tu tirer?

Roger: Une première chose: dans toute la France, à l'appel du Parti, des cercles commencent à se mettre en place. Ils sont le fait souvent de jeunes qui ont participé aux mouvements des années passées dans les écoles. Ecœurés par les impasses révisionnistes ou trotskistes, ils se sont tournés vers le Parti, seule force capable à leur avis, de réaliser l'unité de la jeunesse révolutionnaire et de la classe ouvrière: pour les jeunes travailleurs de même, notre mot d'ordre est venu dans une période où leur participation aux luttes est de plus en plus grande, comme l'a montré la dernière grève des postiers. De ce fait, nos cercles comptent aujourd'hui une majorité de jeunes travailleurs et d'élèves de CET. Cela est très encourageant pour l'avenir.

La sortie, il y a une semaine, du n°1 de «Jeune Garde», notre bulletin, est une première étape dans l'organisation de ces forces autour de notre projet d'Union Communiste de la Jeunesse. Ce numéro est d'ores et déjà épuisé.

FR: Au cours de ce stage, différentes questions ont été abordées. Peux-tu nous en parler?

Roger: Différentes commissions ont travaillé intensément sur tous les problèmes de la jeunesse. Comment mobiliser les élèves des lycées, des CET, les jeunes travailleurs. Nous avons examiné les grands traits d'une véritable politique marxiste-léniniste parmi les jeunes. Par exemple, nous allons lancer une campagne sur la question du chômage. Nous savons qu'aujourd'hui, les élèves de CET, plus généralement ceux qui, dès l'âge de 16 ans quittent l'école, ont de plus en plus de mal à trouver du travail. Ils sont chômeurs pendant des mois, ou sont obligés d'aller d'usine en usine, de chantier en chantier par l'intermédiaire des boîtes d'interim. C'est là une question qui inquiète profondément les jeunes quand le chômage augmente, il augmente plus que proportionnellement parmi eux. Pour les filles, il est encore plus considérable. Enfin, quand une entreprise ferme, les jeunes sont parmi les premiers licenciés.

Nos cercles jeunesse appellent, pour combattre les licenciements et le chômage, les jeunes à s'unir, à se regrouper au sein des comités «Servir le Peuple». Quelle est l'activité de tels comités? D'abord ils organisent sur cette question une intense campagne. Ils mobilisent pour recueillir les informations. Ils organisent des groupes d'enquête qui s'informent sur la situation locale. Une fois ces renseignements accumulés, auprès des syndicats ou même à la porte des usines, ils voient comment donner encore plus d'ampleur à la bataille. A la porte des CET, des lycées, des groupes d'ouvriers ou d'anciens élèves au chômage, intervient. Beaucoup de lycéens ou même des écoles professionnelles ont une conception abstraite de cette question, ils espèrent s'en sortir par le biais d'un patron qu'ils peuvent connaître, ou en quittant leur région. C'est d'ailleurs un mythe que les orientateurs répandent sans arrêt. Par l'intermédiaire du contact direct avec ceux qui sont touchés, nous pouvons donc combattre les illusions, montrer ce qui attend les gars. Dans le même sens, nous organisons des délégations d'élèves à la porte des usines qui ferment, elles discutent avec les ouvriers et rapportent dans leurs établissements le compte-rendu de ces discussions.

FR: Que veut dire dans ce cas-là le mot d'ordre «servir le peuple»?

Roger: Evidemment, nous n'en restons pas à l'agitation ou à l'information. Ce que nous voulons, c'est que tous les gars qui se sentent touchés participent activement à la lutte contre le chômage. Notre mot d'ordre, c'est «Nous voulons du travail, nous voulons pouvoir travailler là où nous sommes nés!» Pour arriver dans cette direction à des victoires que faire sinon engager la bataille avec la classe ouvrière en lutte contre les licenciements? Cela veut dire que nous sommes à la pointe du soutien, par différents moyens, des luttes contre le chômage. Cela veut dire aussi que nous proposons, en cas d'occupation par exemple, que les jeunes aident à différentes tâches matérielles (garde des enfants, ravitaillement...) ou à l'animation par pièces de théâtre, petits films, etc... de la grève. De cette façon, les jeunes apprennent à discerner dans la bataille les difficultés que rencontrent les ouvriers, la lutte entre les idées qui vont dans le sens de la lutte et celles des révisionnistes-réformistes.

Nous envisageons également, là où cela est possible, à l'échelle d'une rue ou d'un quartier, de mettre sur pied des comités jeunesse anti-chômage. Dans certaines villes, des jeunes se sont organisés, ont fait des délégations auprès des ANPE contre les offres sélectives d'emploi, les trafics et les pots de vin qui existent dans les agences de placement. Ils y ont déployé des banderoles et organisé avec les chômeurs présents des tables-ronde, des discussions sur les licenciements, les indemnités ridicules et bien d'autres questions concernant l'oppression capitaliste. De telles actions nous paraissent aussi très positives. Pour notre part,

nous organisons des groupes d'intervention ou des petites manifestations sur ces questions. Nous montrons aussi dans la pratique comment peut se construire l'unité des jeunes et des travailleurs.

FR: Quels seront les autres thèmes d'intervention dans les mois à venir?

Roger: Nous pensons qu'il est également nécessaire, sur la base de l'expérience acquise, que se développe un mouvement anti-impérialiste conséquent dans la jeunesse. La situation actuelle de la lutte des peuples est une aide très précieuse pour la jeunesse des pays impérialistes. A l'opposé des thèses défaitistes de la propagande réactionnaire, elle montre aux jeunes que le monde évolue dans le sens de la Révolution, que le capitalisme et l'impérialisme ne sont pas des choses éternelles. A l'occasion du mois de février, nous interviendrons largement sur la question du soutien aux peuples en lutte. Cela peut prendre une forme très vivante. Par exemple, nous pouvons envisager de jumeler des établissements scolaires en France avec des écoles de Palestine, de Guinée-Bissau ou d'Indochine. Nous pouvons constituer, pour aider des pays comme la Guinée-Bissau qui viennent d'accéder à l'indépendance, des bibliothèques ou des discothèques. Cette forme de soutien, encore peu pratiquée, est extrêmement intéressante. Mais une telle campagne ne serait pas complète si nous ne portions pas aussi nos efforts contre l'impérialisme français dont le chef de file vient de recevoir en Martinique et en Guadeloupe un accueil si pitoyable. L'armée impérialiste française aujourd'hui frappe les jeunes qui se sont mobilisés pour des conditions d'incorporation et de vie correctes dans les casernes. Nous devons appuyer les efforts qui sont faits pour obtenir leur libération. Une telle campagne est un bon moyen pour apporter sur la question de la violence, le point de vue des marxistes-léninistes. A l'opposé des conceptions anarchistes qui rejettent la violence ou l'armée en général, nous expliquerons que la force est indispensable pour en finir avec le vieux monde capitaliste et impérialiste, que sans elle, aucun pas n'est possible, que notre violence n'est pas celle d'une poignée d'individus coupés des masses, mais qu'elle est celle, consciente, organisée, des peuples en lutte pour leur libération.

De même, nous montrerons comment le P.C.F. veut utiliser aujourd'hui la révolte des jeunes contre l'armée bourgeoise pour les amener à soutenir un programme qui parle d'augmenter la solde des officiers et sous-officiers, et de redonner à l'armée dont l'écrasante majorité des cadres sont loyaux, le prestige que des guerres coloniales insensées lui ont fait perdre (Catala).

FR: Comment enfin, envisagez-vous la lutte sur les questions qui touchent les jeunes en dehors du travail ou de l'école?

Roger: En système capitaliste, la fonction des loisirs est claire. En même temps qu'ils sont source de profits supplémentaires, ils visent à couper les jeunes des conditions d'exploitation et de la lutte des classes. La diffusion des films ou romans à caractère raciste et anti-populaire (SAS, les bérets-verts...) a le même but. Il faudrait également examiner le rapport qui existe entre la forme qu'ils revêtent aujourd'hui et les conditions concrètes d'exploitation et d'oppression (rythme de travail, fatigue nerveuse, transports, logement).

Notre première tâche est donc de combattre l'idéologie individualiste et égoïste qu'ils diffusent. Dans les sociétés sportives par exemple, nous devons chaque fois, combattre la ségrégation organisée entre les vedettes et les autres, entre les différents quartiers ou villages. Nous mobilisons les jeunes contre les films anti-communistes pourris qui sont diffusés partout.

Mais, nous proposons nous-même, au sein d'organisations progressistes existantes, ou dans de nouvelles, un autre type de loisirs. Nous organisons des rencontres entre des jeunes de pays ou de régions différentes, avec des ouvriers et des paysans, avec des vétérans. La composition d'une culture authentiquement populaire (chants, films...) est une tâche importante pour notre organisation de jeunes. Nous ferons porter notre effort en ce sens au cours des différents stages que nous tiendrons à Pâques et en Août. Ces stages largement ouverts à la jeunesse progressiste, permettront que s'échangent les expériences, que les camarades puissent rentrer en contact avec la paysannerie pauvre, et que dans la prise en main collective des loisirs, commence à se forger solidement l'idéologie de servir le peuple, l'idéologie des communistes.

L'année 75 sera pour la classe ouvrière de France et son Parti, une année riche d'expérience et de victoires vers la révolution. Elle sera aussi l'année de l'Union Communiste Révolutionnaire de la Jeunesse.

(recueilli par Jean-François VITTE)

## QU'EST-CE QU'UN CERCLE JEUNESSE DU P.C.R. (ml)

Dans les dernières semaines, dans toute la France, des cercles jeunesse du P.C.R. (m-l) ont commencé à regrouper leurs contacts, à intervenir de façon organisée dans les quartiers populaires, dans les écoles. De tels cercles ont pour but de diffuser largement le point de vue communiste dans la jeunesse et principalement dans la jeunesse ouvrière.

1°) Ils constituent l'union des éléments les plus conscients, les plus décidés à constituer une force révolutionnaire authentique dans la jeunesse.

Ils travaillent et fonctionnent selon les principes définis par le projet de plate-forme autour duquel s'organise aujourd'hui la discussion pour l'adoption du programme de l'UNION COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE. Ils mobilisent et organisent les jeunes contre tous les aspects de l'oppression capitaliste: ils mènent la bataille contre l'école et l'armée de la bourgeoisie, luttent dans les usines pour la satisfaction des revendications, pour que se construise l'unité de la jeunesse ouvrière avec toute la classe ouvrière. En même temps qu'ils dénoncent la fonction économique et idéologique des loisirs en système capitaliste, ils organisent largement les jeunes sur ce terrain (sport, culture... etc.). Ils participent à la rédaction et à la diffusion de «Jeune Garde» bulletin national régulier des cercles jeunesse du P.C.R. (m-l).



Les jeunes sont parmi les premiers frappés par le chômage

## la bourgeoisie veut une école au service du patronat

Dans un lycée de Marseille certains profs veulent ouvrir leurs cours d'économie à la réalité sociale: faire venir des postiers pour qu'ils parlent de leurs luttes, de leurs revendications.

Les élèves sont fort enthousiasmés de ce dialogue qui se prépare et montrent leur désir de soutenir les luttes ouvrières.

Réponse de l'administration:

- oui à une visite à la chambre de commerce, bien connue pour ses positions dans l'intérêt des patrons.
- non à une venue des travailleurs «qui ne pourront que donner un avis partial!»

Les travailleurs sont restés à la porte, les lycéens ont discuté avec eux et ils ont mobilisé leurs parents et d'autres profs pour expliquer ce qui se passait. Les nombreux parents présents à la réunion sont des ouvriers, des ouvrières et ont manifesté leur intérêt pour cette nouvelle façon de faire les cours. Certains ont proposé de venir eux aussi en cours expliquer ce qu'est la vie dans leur usine.

Une lettre de désapprobation de la position de l'administration a été écrite par les parents une autre par des profs.

NON A L'ECOLE CAPITALISTE. RENFORCONS NOTRE SOUTIEN AUX LUTTES OUVRIERES.

Corresp. Marseille

Dans leurs rangs, les jeunes communistes font preuve de discipline: c'est là une condition indispensable pour l'affirmation aux yeux des larges masses du droit des jeunes à occuper, dans le cadre du mouvement d'ensemble, la place qui leur revient.

2°) Ils sont à l'avant-garde du mouvement de la jeunesse pour «servir le peuple»: Ils organisent la mobilisation pour un soutien massif de la jeunesse aux luttes du prolétariat et des autres couches populaires. Ils veillent à faire converger en ce sens tous les éléments de la révolte anti-capitaliste, à mettre à contribution les capacités et aspirations diversifiées de la jeunesse (front culturel).

3°) Ils constituent la force la mieux organisée, la plus disciplinée parmi la jeunesse. Les camarades prêtent une grande attention, dans leur vie quotidienne, aux intérêts des masses. Ils n'ont pas une attitude arrogante vis à vis des autres jeunes mais ont toujours le souci, dans leur intervention militante, de se démarquer des sectes trotskistes ou des révisionnistes, en tenant compte des idées de leurs camarades. Le cercle est dirigé par un secrétaire, élu par ses camarades. Le secrétaire a pour tâche d'impulser l'activité politique, d'aider les membres à prendre en main les initiatives, d'examiner les difficultés rencontrées. Le cercle accorde de même une grande importance à l'éducation de ses membres. Au niveau national, des rencontres ont lieu régulièrement en vue de l'échange des expériences.

## liberté pour pelletier, ravet, taurus et founel

Le 7 janvier, 3 des appelés qui avaient manifesté à Draguignan avec 200 de leurs camarades pour faire connaître leurs revendications (A bas la répression, la solde à 1.000 F, à bas le racisme), passeront en jugement devant le tribunal militaire de Marseille; comme Founel dernièrement condamné à un an de prison, Pelletier, Ravet et Taurus risquent de lourdes peines de prison.

Ils ont déjà fait plus de deux mois de détention préventive à la prison des Baumettes de Marseille. Pour s'opposer à l'extension des luttes des soldats du contingent contre la liberté d'expression, la solde égale au S.A.I.C... la bourgeoisie d'une part réprime sévèrement quelques uns de ceux qui ont participé aux mouvements de révolte, pour faire un exemple et intimider les appelés, et d'autre part accorde quelques réformes. Ainsi Soufflet vient d'annoncer que les appelés bénéficieront de 5 voyages gratuits en moyenne durant leur service militaire. Mais ces réformes ne changent rien à la nature de l'armée bourgeoise. Et la répression n'empêchera pas les luttes de la jeunesse de se développer contre le rôle qu'on veut lui faire jouer dans l'armée bourgeoise: briser les grèves comme dernièrement celles des postiers et des éboueurs, préparer la contre-révolution, réprimer les luttes des peuples opprimés, comme au Tchad. C'est contre cela, contre le bourrage de crâne anti-communiste et la soumission servile aux gradés que se révoltent les appelés et les jeunes. Exigeons la libération immédiate des 3 de Draguignan et la levée de toutes les sanctions!

A BAS L'ARMEE BRISEUSE DE GREVE!

BAS L'ARMEE DE LA CONTRE-REVOLUTION!

# INDEPENDANCE NATIONALE POUR LA GUYANE!

Depuis le 22 décembre 1974, 8 militants guyanais ont été déportés en France et enfermés à la Santé. Sous inculpation de la Cour de Sureté de l'Etat français, notamment pour «entrave individuelle ou collective consistant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'Etat». Dans un message qu'ils ont pu transmettre depuis la Santé le 1er janvier 75, les 8 prisonniers réaffirment le droit inaliénable du peuple guyanais à l'autodétermination et notamment à l'indépendance nationale.

## LUTTES DE MASSE CONTRE LE COLONIALISME

Telle est bien la réalité: ce que l'Etat colonialiste reproche aux militants emprisonnés c'est de lutter pour l'indépendance nationale de leur pays avec la majorité de leur peuple dressé contre l'oppression coloniale. Car ce prétendu DOM est en fait une colonie, entièrement dépendante de la France, le dernier pays d'Amérique latine à être encore sous domination coloniale.

## L'OPPRESSION COLONIALE

Le colonialisme a détruit les cultures vivrières locales et dispose des richesses naturelles du pays. Auparavant le riz guyanais était à 60 c. le kilo, le riz français à 80 c. Depuis, les prix du riz importé ont été cassés pour ruiner la riziculture locale. Les importateurs de riz ont alors augmenté leurs prix qui atteignent 6 F le kilo. Le bois est exporté vers les usines de contre-plaqué et de pâte à papier française. Les crevettes sont exploitées en grand par une firme US SHRIMP, qui verse des royalties à l'Etat français. Une solution identique est envisagée pour la bauxite dont les riches gisements ont été prospectés par le trust US Alcoa: moyennant 15 milliards de francs versés annuellement à la France, il pourra extraire le minéral pour le traiter à Surinam. La signature du contrat est suspendue à l'accord sur les prix. Par une politique délibérée de l'impérialisme français

l'économie guyanaise est entièrement artificielle, dépendante à 100% de la France coloniale, sans aucune base. Alors que le sol est fertile et que le pays a de nombreuses ressources naturelles, la pénurie de pain est parfois organisée, alors que de l'aveu du journal colonialiste local, la légion a des centaines de kilos de farine en stock pour alimenter des campagnes sur le thème «si vous étiez indépendants, vous n'auriez pas de pain».

Tout est fait pour maintenir cet asservissement économique: le Service Militaire Adapté (SMA) particulier à la Guyane, entretient 12 sections de formation professionnelle dans les spécialités du bâtiment, la seule activité industrielle qui ait un poids en Guyane, et la réparation automobile! Les conséquences sont nombreuses pour les 40.000 Guyanais: le chômage touche 40% de la population active, environ un millier d'entre eux sont

revendications culturelles, les manifestations culturelles du peuple guyanais s'opposent directement à la politique d'assimilation, de francisation, qui est l'autre versant de la politique d'asservissement.

La montée des luttes du peuple guyanais contre l'oppression coloniale, la montée des revendications nationales a déchaîné la rage des colonialistes français: l'impérialisme français a renforcé son appareil d'occupation militaire, notamment en introduisant 800 légionnaires à Kourou. Quinze jours avant la venue de Stirn au mois de septembre, un commando spécialisé anti-guerrilla s'est installé à Cayenne, où il a multiplié les manœuvres d'intimidation sur les places publiques et jusque dans les quartiers populaires. De son côté, la racaille coloniale, formée en partie d'ex-pieds-noirs se déchaine: des incendies, des coups de téléphone menaçants, des tracts diffamatoires sont diffusés. Certains d'entre eux se vantent de vouloir «casser du nègre» et se promènent ostensiblement armés: l'un d'entre eux, ancien sous-officier, propriétaire d'un bar, a tiré sur une manifestation au cours du voyage de Stirn.

## LES LUTTES DE LA FIN 74

Au cours du dernier trimestre des luttes importantes ont eu lieu qui marquaient un nouveau pas en avant par leur ampleur dans la lutte contre l'oppression coloniale. Lors de la venue du sous-ministre des prétendus DOM-TOM Stirn, du 10 au 13 septembre, les masses guyanaises ont manifesté contre et affronté les troupes d'occupation. Les affrontements ont duré 4 jours et l'agitation n'a jamais cessé depuis. Au mois de novembre, 3 militants sont arrêtés pour avoir écrit le 1er novembre, sur le monument aux morts de Cayenne: «Indépendance



En Guyane: quadrillage policier et militaire...

## à hélouan: MANIFESTATION CONTRE LA VIE CHERE

Des milliers d'ouvriers travaillant au grand centre industriel d'Hélouan ont manifesté le 1er janvier contre la vie chère au cri de: «A bas la vie chère», «Sadate», la viande coûte 2 livres le kilo!», «Où est donc le socialisme...»

Ils refusaient massivement l'augmentation des prix: plus de 30% cette année, 50% depuis la guerre d'octobre! Pour les travailleurs d'Hélouan, qui touchent au grand maximum 20 livres par mois, pour tous les travailleurs des villes et des campagnes la hausse des prix est intolérable. Ils en ont assez du marché noir, de la pénurie des produits essentiels comme le thé, le sucre, le riz, le gaz, le savon, les vêtements. Partant de la gare de Bab el Louk, ils ont marché sur le ministère de l'intérieur au Caire, en réclamant la démission du premier ministre Hégypte. Les brigades spéciales de la police sont intervenues à coup de grenades lacrimogènes, de matraques pour disperser la manifestation ouvrière. La police a arrêté 48 manifestants. Pas plus que la force, la justification de la pénurie par les séquelles de la guerre d'octobre ne calmera la colère des travailleurs, qui sont décidés à faire aboutir leurs revendications!

# UN QUOTIDIEN COMMUNISTE EN SEPTEMBRE 1975

## Résolution du Comité Central du P.C.R. (m-l)

Il y a trois mois, le Comité Central de notre Parti a pris la décision importante de donner à la presse communiste, dès septembre 1975, les moyens de répondre pleinement au développement des luttes et des aspirations révolutionnaires dans notre pays. Dès le mois de septembre de cette année, notre journal deviendra quotidien.

Cet objectif, la presse communiste ne peut l'atteindre qu'en comptant sur ses propres forces, c'est à dire sur la mobilisation large, à travers le parti et ses sympathisants, de la masse des lecteurs, des révolutionnaires et progressistes qui désirent que soit véritablement brisé le monopole de la bourgeoisie sur les moyens d'expression.

Et ce monopole, c'est d'abord un monopole des moyens financiers. Le Comité Central, dans le plan de financement du quotidien, avait fixé son premier objectif, d'ici janvier 75, de réunir 25 millions d'anciens francs, en lançant une vaste campagne, dès à présent, d'abonnements au quotidien.

A ce jour, un peu plus de la moitié seulement de ces abonnements nous sont parvenus. Il faut combler ce retard, et rapidement, à la fin du mois. Car l'écho que nous avons rencontré, les possibilités nouvelles qui ont surgi dans cette première phase de notre campagne, tout montre que c'est parfaitement possible - et absolument nécessaire.

Et d'abord, parce que les luttes de la rentrée, la grève des postiers en particulier, ont préfiguré avec force les grands affrontements de classe - qui se préparent et qui marqueront la nouvelle année qui s'ouvre. Dans ces luttes, un besoin s'affirme: le besoin de disposer d'un instrument capable de briser les manœuvres d'isolement, de faire le point jour par jour, de tisser un large mouvement de solidarité - dans tout le pays, de riposter du tac au tac aux contre-offensives de la bourgeoisie, du révisionnisme et du réformisme, un instrument capable aussi de dégager les orientations révolutionnaires de ces luttes et de les rassembler.

Seul un quotidien authentiquement communiste peut jouer pleinement - ce rôle.

Seul un quotidien authentiquement communiste peut riposter aussitôt à des événements comme les assassinats de Liévin, dénoncer les véritables responsables, contribuer à faire de la colère et de la solidarité - de milliers et de milliers de mineurs et d'ouvriers une force pour la révolution.

Dans ces luttes, mais aussi partout où de multiples façons, est remise en cause l'organisation capitaliste de la vie, de la société, la nécessité s'impose de pouvoir se situer dans l'actualité politique, de pouvoir exposer clairement les aspirations les plus profondes, de pouvoir s'inspirer des expériences de lutte les plus significatives sur divers fronts, de pouvoir tracer le projet révolutionnaire vers lequel elles convergent.

Seul un quotidien authentiquement communiste, étroitement lié aux masses, s'appuyant sans cesse sur les mouvements, les initiatives, les idées révolutionnaires issues des masses et les éclairant d'un point de vue d'ensemble, peut contribuer ainsi à construire, pas à pas, jour après jour, le Parti Communiste large dont a besoin notre Révolution.

C'est parce que notre société est en marche vers de grands affrontements de classe, parce que les masses y développent l'initiative révolutionnaire et qu'une large frange aspire à concentrer son énergie, sans tarder, dans la construction du Parti, que l'existence d'un quotidien communiste est devenue nécessité urgente et que son projet soulève en même temps un grand écho et de l'enthousiasme.

Que tous les camarades, sympathisants, lecteurs, militants aspirant à la Révolution se mobilisent encore plus hardiment, multiplient les initiatives, élargissent la campagne d'abonnements. Qu'ils lancent largement le débat dans les masses, qu'ils suscitent et recueillent les idées nouvelles. Notre journal impulsera et reflètera régulièrement leur bataille.

Oui, nous gagnerons la bataille pour créer une presse communiste quotidienne.

Oui, il y aura en France, en septembre 1975, un quotidien communiste.



### Camarades

L'année 75, qui commence, sera l'année du lancement de FRONT ROUGE quotidien, d'un quotidien communiste. Lancée il y a 4 mois, la bataille pour le quotidien est maintenant bien engagée et la Résolution du Comité Central de notre Parti, publiée ci-contre, nous invite à la mener encore plus hardiment.

Un quotidien cela coûte cher, c'est ainsi que la bourgeoisie préserve sa main-mise sur les moyens d'information. En effet, un quotidien, c'est une quarantaine de camarades travaillant à plein temps à la rédaction et à la fabrication du journal, ce sont des locaux suffisamment grands, du matériel coûteux. En bref ce sont des dizaines et des dizaines de millions d'anciens francs nécessaires avant même la sortie du premier numéro. Nous avons lancé, il y a 4 mois, la première étape vers le rassemblement de cette somme: une campagne de 1000 abonnements pour le quotidien, soit une somme de 25 millions d'anciens francs. Nous avons reçu aujourd'hui, environ 13 millions, soit un peu plus de la moitié de cette somme. 13 millions cela représente à peu près le budget de fonctionnement d'un mois du quotidien, ou encore l'achat de la moitié du matériel nécessaire à la composition du journal, ou encore les frais d'impression du journal pendant 2 mois. Cette somme, pourtant importante, n'est donc qu'une partie de ce que nous devons rassembler pour le quotidien communiste. Mais nous en avons cependant un besoin urgent pour financer les premiers investissements du quotidien. C'est pourquoi nous avons décidé de prolonger d'un mois cette première campagne de 1000 abonnements.

Le besoin d'un quotidien communiste se fait sentir de façon de plus en plus aiguë; nous publierons les lettres que nous avons reçues et qui en témoignent. Nous vous invitons à faire comme ces lecteurs qui ont déjà écrit pour nous dire combien un tel journal est nécessaire.

Ce quotidien est une nécessité, l'actualité de tous les jours en témoigne. Il y a 15 jours maintenant étaient assassinés 42 mineurs à Liévin; dès le lendemain nos camarades de la Fédération du Nord du PCR (ml) et des journalistes de FRONT ROUGE étaient sur place pour dénoncer l'assassinat. Avec les moyens dont nous disposons aujourd'hui nous sortions un numéro spécial de notre organe central qui était diffusé le jour des obsèques. Alors que toute la presse bourgeoise criait à la fatalité nous dénoncions la responsabilité des Houillères et du système d'exploitation capitaliste. Aujourd'hui, alors que la presse dite de «gauche» comme la presse bourgeoise cherche un bouc-émissaire qui épargnerait les Houillères et le gouvernement des capitalistes, nous sommes les seuls à dénoncer les véritables responsabilités. Ce n'est pas une feuille un seul jour mais un journal tous les jours qu'il nous aurait fallu sortir. C'est tous les jours qu'il aurait fallu pouvoir donner le point de vue des masses, les propositions des communistes, dans 9 mois ce sera une réalité!

Pour un quotidien communiste en septembre, gagnons la première bataille des 1000 abonnements.

pour que paraisse, le 1er septembre 1975,  
un quotidien communiste, je souscris dès  
aujourd'hui un abonnement à :

## FRONT ROUGE QUOTIDIEN

1 an  
250 f

3 mois  
80 f

je  
souscris

6 mois  
150 f

1 mois  
30 f

nom : .....

prénom : .....

profession : .....

adresse : .....

cocher d'une croix l'abonnement choisi et envoyer le à F.R. BP 461. 75864 Paris Cédex 18

### LA PREMIERE LISTE DE LA SOUSCRIPTION

	Nombre d'abonnements souscrits	Souscription Versée
Paris	182	
Besançon	3	121,00
Sochaux	1	100,00
Grenoble	30	
Chambéry		250,00
Strasbourg	12	61,50
Villefranche		348,50
Lyon	83	1.977,20
Roanne		400,00
Lille	2	2,00
Roubaix	2	
Dunkerque	1	340,80
Liévin		15,05
Lens		30,00
Le Havre	21	
Caen	9	85,60
Montpellier	1	30,00
Orléans		10,00
Marseille	38	2,00
Martignes	12	
Aix en Provence		13,00
Rennes		155,00
St-Brieuc		200,00
Bordeaux	25	78,00
Nancy	15	
Longwy	8	
Thionville	9	
Macon	1	405,00
Montceaux		917,50
Dijon	48	
Amiens		47,00
Aubas		30,00
Chalons		7,50
Reims		2,50
Total	503	5629,15

Total souscrit : 131.379,15

abonnez  
VOUS  
FRONT ROUGE  
CCP 31 191 14  
LA SOURCE

POUR LA FRANCE  
pli normal 1 an 80 F  
3 mois 20 F  
pli fermé 1 an 160 F  
POUR L'ETRANGER  
écrire au journal qui  
fournira le tarif.

DEMANDE DE CONTACT  
AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Profession .....

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18